L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.

SAMEDI, 17 NOVEMBRE 1888.

PETITES ANNONCES.

DEMANDES D'EMPLOI.

UN Français demande à s'employer dans une épicerie ; serait peu exigeant pour le salaire. S'adresser à A. B. à l'Abeille.
17nov—3f

DEMANDES.

ON demande—Une cuisinière et une domestique de maison. S'adresser au Paul E. Théard, 54 rue du Camp. 17nov—1f

ON demande—Une femme française respectable pour prendre soin d'un petit enfant. S'adresser à F. B. Hoffman, au coin des rues Quatrième et Colisée. 13nov—1sem

A VENDRE.

A VENDRE—Epicerie et buvette coin St-Louis et Dauphine, faisant de bonnes affaires au comptant. On vend pour cause de mauvaises affaires, c'est la seule raison. S'adresser sur les lieux ou chez Aug. Rauzet, coin Bienville et Decatur. 4 nov—1f

A VENDRE—Une charmante résidence en bois style moderne, dernier étage, sur des rues Prairie et Prieur ; avec une cuisine au bas à deux étages attenant à la propriété, grande cour, jardin avec fleurs, serre, arbres fruitiers, écurie, etc. Le tout en parfait état. S'adresser à G. A. Lasaux, 71 Decatur. 31oct—1m

AVIS AUX CREANCIERS

Edward Lilienthal vs ses Créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 22,295—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, toutes raisons qu'elles peuvent avoir à faire valoir contre le compte présenté par Samuel J. Hart, syndic des créanciers de cette affaire, ne seront pas approuvés et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

17 nov—17 22 26

Dreoscl & May vs leurs Créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No. 24,508—Division D—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification toutes raisons qu'elles peuvent avoir à faire valoir contre le compte présenté par Samuel J. Hart, syndic des créanciers de cette affaire, ne seront pas approuvés et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

16 nov—16 21 25

J. E. Wilbur vs ses Créanciers et les Créanciers de Wilbur & Borge.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 4 110—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, toutes raisons qu'elles peuvent avoir à faire valoir contre le compte présenté par William H. Renaud, syndic des créanciers de cette affaire, ne seront pas approuvés et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

9 nov—9 14 18

DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—Division D—Ordre de Cour—Que la vente des propriétés de Pickens C. Bennett soit et est acceptée par la Cour pour le bénéfice de ses créanciers, et qu'il soit ordonné qu'une assemblée de ses créanciers soit convoquée en l'étude de Fred. Fenner, notaire, et qu'il soit ordonné que le dit Fred. Fenner, notaire, soit nommé syndic des dits créanciers, avec pouvoirs de recevoir les deniers de la vente, et de faire rapport à la Cour à ce sujet.

[Signé] FRED. D. KING, Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.

Pour copie conforme :

JAMES D. RANKIN, Député-Greffier.

11 nov—11 18 25

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Joseph E. Coures vs ses Créanciers—No 25,132—Division C—Ordre de Cour—Que la cession des biens du particulier susdit, Joseph E. Coures, soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue par devant John E. Legier, huissier, en cette ville, au numéro 74 rue St. Charles, le LUNDI, 19me jour de novembre 1888, à 11 heures A. M. pour prendre en considération et déterminer sur les affaires des dits petitionnaires, de élire un syndic et voter sur toutes autres affaires qui pourront alors être présentées et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les propriétés des dits petitionnaires soient suspendues, et que Ambroise Smith agisse seul comme pour représenter les créanciers.

Nouvelle Orléans, 2 novembre 1888.

(Signé) H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

8 nov—3f au 10 dec

Crescent Insurance Company.

67 et 69, rue du Camp,

NOUVELLE-ORLEANS.

Organisée comme compagnie mutuelle en 1849. —Réorganisée comme compagnie d'assurances en 1860.

CAPITAL EN ARGENT...$400,000

A payé pour des pertes plus de NEUF MILLIONS de piastres depuis 1849.

Polices d'assurances annuelles et à échéances fixées de gré à gré, remises contre dommages et incendie.

W. R. LYMAN.....Président
J. H. OSBORN.....Vice-Président
JEAS. E. RICE.....Secrétaire

Directeurs:

Joseph Bowling,	Chas M. Whitney,
Geo. W. Smith,	J. H. Oglesby,
D. Markheim,	W. R. Lyman,
W. J. Rees,	Charles H. Dotson,
Lucien Dalcey,	S. C. Coates,
R. F. W. Beckman,	Charles Newman
Joseph Kahn,	M. Ghio,
James T. Reid,	Chas. E. Rice,
	D. R. Calder.

Voyez nos agences dans la Louisiane, Texas, le Mississipi et l'Arkansas

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTE PAR LE MARSHAL DES ETATS UNIS.

Etats-Unis vs. E. K. Levy fils, et Léa R. Levy vs. E. K. Levy fils, et autres—Nos 11,751 et 11,752.

Dans la Cour de Circuit des Etats-Unis pour le District Est de la Louisiane.

EN VERTU DE DEUX WRITS DE FIERI FACIAS, à moi adressés, dans l'affaire ci-dessus, je vendrai au plus fort enchérisseur, le MARDI, vingt-septième jour de novembre 1888, à midi, au local No 17 rue Chartres, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, la propriété décrite ci-après à savoir :

Tout le contenu du magasin No 17 rue de Chartres, comprenant des Dry Goods, Notions, Jouets, etc., etc., ensemble avec le magasin, fournitures, vitrines, tables chaises, meubles de bureau, etc., etc., le tout d'après un inventaire enregistré dans mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions d'comptant.

BUREAU DU MARSHAL DES ETATS UNIS
Nouvelle Orléans, 14me jour de Novembre 1888.)

GEO MOORMAN,
Marshal des Etats Unis pour le District Est de la Louisiane
14 nov—14 17 21 24 27

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Julie Bonnevenure, Vve de François Detroy.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 11,796—Division D. — Attendu que Joseph Detroy a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Julie Bonnevenure, veuve de François Detroy, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

17 nov—17 22 26

Succession de Jacob Bernard et Elisabeth Schein, son épouse.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 25,392—Division C. Attendu que John Schein a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Jacob Bernard et Elizabeth Schein son épouse décédés intestats ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner, d'avoir à déduire, dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

16 nov—16 21 25

Succession de Mme Mary J. Cobb.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 25,092—Division B—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, toutes raisons qu'elles peuvent avoir à faire valoir contre le compte présenté par Mme Anna Vatter, administratrice de cette succession, ne seront pas approuvés et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

16 nov—16 21 25

Succession de Jean Marie Tupery.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans No 23,240—Division E—Attendu que Jean Baptiste Hellmuth a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration testamentaire datif dans la succession de feu Jean Marie Tupery, décédé ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

15 nov—15 20 24

Succession de Mary Becker, veuve de Becker.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 25,218—Division B—Attendu que Jacob Becker a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Mary Becker, veuve de Becker, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

14 nov—14 19 23

Succession de William H. Buck.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 25,[illegible]—Division [illegible]—Attendu que [illegible] a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu William H. Buck, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

Succession de Henry Uhoff.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 25,[illegible]—Division [illegible]—Attendu que [illegible] a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Henry Uhoff, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS Greffier

21me Etat de Situation Annuel DE LA— Compagnie d'Assurances Germanie De la Nouvelle-Orléans.

CONFORMÉMENT aux exigences de la charte, la compagnie ci-dessus expose suivant l'actif et le passif au 31 de décembre 1887.

Primes en mercredie.....	$185,534 79
Primes à terme.....	5,229 87
Sur primes de réserve.....	1,189 34
Totales primes.....	$187,954 00
A ajouter Rentes non acquises de 1886.....	37,801 16
Total.....	$225,755 16
A ajouter Intérêt, pro Rte et perte.....	$33,077 66
Moins appointements et dépenses générales.....	12,221 12
	20,853,54
Fonds de surplus de 1886.....	19,367 02
Total.....	$265,975 72
Pertes payées.....	
Sur primes d'incendie	$84,178 60
Sur primes de rentes	5,229 87
Sur primes de réserve	1,189 34
	77,617,
Compte de réserves	$88,372 81
Commissions	34,659 27
Primes non acquises et commissions	45,885 87
Taxes d'Etat et divers, à savoir : Timbres, Chiffres, Intérêt, corps de sauvetage, autocrie, loss.....	6,925 77
	$176,813 22
Total.....	$88,162 50
Réserve pour—	
Primes non expirées	$37,146 53
Pertes non payées.....	12,648 95
Dividende 5 0/0 déclaré en janvier 1887.....	10,000 00
Dividende 5 0/0 déclaré en janvier 1888.....	10,000 00
Fonds de surplus de 1887.....	19,367 02
	$89,162 50—89,162 50

ACTIF

Billets reçus pour primes.....	64 00
Primes en collection.....	36,958 32
Prêts sur nantissement.....	9,810 50
Prêts sur hypothèques.....	5,925 00
Dans des Etats Unis et Etat fonds consolidés et Bons à primes de ville.....	99,815 00
Banques, assurances et autres stocks.....	20,945 00
Bâtisse 51 rue du Camp et autre propriétés foncières.....	69,619 34
Meubles et installations.....	3,367 75
En caisse et en banque.....	32,616 58
	$279,162 50

L'exposé ci-dessus est une copie correcte et exacte des livres de la compagnie

(Signé) R. ZUBERBIER, Président.
J. H. SESSINGER, Vice-Président.
EMIL WEBER, Secrétaire.

Fait sous serment par devant moi, à la Nouvelle Orléans, ce 12me jour de janvier 1888.

W. O. HART, Notaire.

A une réunion du Conseil de Direction tenue le 12 courant, il a été résolu de déclarer un second dividende semi-annuel de (5) cinq pour cent, faisant (10) dix pour cent par an sur le fonds capital pour l'année finissant le 31 décembre 1887, pour être payé sur demande.

DIRECTEURS.

H. ZUBERRIER	HERM. CURTIUS
J. J. WECKESSLING	J. J. LANGLES,
J. HASSINGER,	J. E. MERLE,
P. W. DIELMAN,	JOHN THORN,
J. B. METTEN	LOUIS GRUNEWALD
GEO. E. BRAUGRN.	A. G. RICKS,
FRANK VATTER.	C. W. HUCK,
	C. E. FISCHER.

15 jan—1m

Souscription ouverte à "L'Abeille"

Pour venir en aide à M. Charles Texada, que le grand incendie du 21 septembre, rue Tréme, a jeté à la rue—après la destruction de son effets.

Société Hospitalière	$5 00
M. M***	5 00
Léon Queyrouze	2 00
Veuve Ch. Boudousquié	2 00
A. B.	2 00
M. Lafargue	1 00
M. F. T.	1 00
Un compatriote, H. M***	1 00
A. Anglade	1 00
Mad. Ve Basset	1 00
Un Garçon E. A***	2 00
A. J. Guirauchet	2 00
L. A. Ch***	1 00
J. J. R***	1 00
"La Vieux Maison"	1 00
Rose et Casimir	1 00

A TRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS DE DEUX MILLIONS DISTRIBUÉS.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature en 1868, dans un but de charité et pour aider au développement des buts généreux du public

La création de la Compagnie a été ratifiée par un vote populaire énorme et renouvelée par la présente Constitution de l'Etat, adoptée le 2 décembre 1879.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les grands tirages à numéros simples ont lieu tous les autres dix mois de l'année et ont tous lieu en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages eux-mêmes, nous en donnons l'assurance, cet lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. A. Early

COMMISSAIRES.

TIRAGE COLOSSAL

— A —

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 18 DEC, 1888

GROS LOT: $600,000

100,000 Billets à Quarante Dollars. Demi-Billet $20 ; Quart de Billet $10 00 ; Huitième de Billet $5 ; Vingtième de Billet $2 ; Quarantième de Billet $1.

LISTE DES LOTS :

1 Lot de	$600,000, soit	$600,000
1 Lot de	200,000,	200,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
2 Lots de	25,000,	50,000
2 Lots de	10,000,	20,000
12 Lots de	5,000,	60,000
25 Lots de	2,000,	50,000
100 Lots de	800	80,000
200 Lots de	400,	80,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION :

100 Lots de $1,000, soit		$100,000
100 Lots de	$800,	80,000
100 Lots de	$400,	40,000

Trois numéros de terminaison.

99 Lots de $800, soit		$79,200
99 Lots de $400,		39,600

Deux numéres de terminaison.

900 Lots de $200, soit		$180,000
900 Lots de $200,		180,000
2,146 Lots se montant à		$2,118,800

NOTE.—Les billets gagnant de gros lots n'ont pas droit à d'autres lots si leurs deux derniers chiffres sont les mêmes que ceux des billets gagnant le premier lot.

Le Prix pour le prix à payer par les Clubs, on pour tout renseignement que l'on voudrait avoir, s'adresser au soussigné. Votre écriture écrite distincte et la *Signature Reliée*. On s'occupera au service plus rapide de la Poste en voyant les envelopes portant l'adresse en plein.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, ou change de New York, dans des lettres ordinaires. Monnaie courante par l'Express [à nos frais]. S'adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées à la New Orleans National Bank, New Orleans, La.

RAPPELEZ-VOUS que la présence des généraux Beauregard et Early, qui sont chargés des tirages, est une garantie de la parfaite honnêteté qui préside à la distribution des lots. Les chances sont égales pour tous. Personne ne saurait prévoir la somme qui tire un lot.

RAPPELEZ-VOUS que le montant de tous les lots est GARANTI PAR QUATRE BANQUES NATIONALES DE LA NOUVELLE-ORLEANS, et que les billets sont signés par le président d'une institution dont les fonds, déposés sous une charte, sont reconnus par les tribunaux comme étant disponibles pour le paiement de toutes les primes gagnantes.

VENTES POUR TAXES D'ETAT

NLLE ORLEANS, Lne, 16 nov. 1888.
ETAT DE LA LOUISIANE vs. A. M. WHITE.
Débiteur Délinquant pour Taxes, Premier District, Paroisse d'Orléans.

EN VERTU de l'autorité dont je suis revêtu par la constitution et les lois de la Louisiane, je vendrai aux enchères publiques, au local de la saisie, sur les lieux ci après désignés, le MERCREDI, 28 novembre 1888, à 2:30 heures p. m. la propriété ci après décrite, pour sauver la perception de taxes maintenant dues à l'Etat de la Louisiane, assassées en l'année 1888 et pendant les années précédentes, avec les intérêts accrus depuis le 31 décembre de l'année pour laquelle les dites taxes ont été respectivement assessées jusqu'à complet paiement, ainsi que tous les frais, savoir :

Taxes pour l'année 1888	$10 80
Taxes pour l'année 1887	10 80
Taxes pour l'année 1886	6 00
Taxes pour l'année 1885	4 80
Taxes pour l'année 1884	

A savoir : sur les lieux No 112 rue Gravier, première division.

Un lot de terre ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé et étant dans la deuxième district de cette ville, borné par les rues St-Philippe, Villeré, Dumaine et Robertson, faisant 9 rue du lot désigné par le No 3 de l'Esplanade, 146 pieds 1 pouce 2 lignes de face sur la rue St-Philippe, sur 120 pieds de profondeur entre lignes égales et parallèles.

Les améliorations comprennent un cottage double ; avec deux chambres de chaque côté, plancher à sablot, fondations en briques et cheminées ; ensemble avec tous les droits, privilèges et servitudes y attachés.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux en monnaie courante des Etats-Unis.

C. HARRISON PARKER
Collecteur de Taxes d'Etat, Premier District, paroisse d'Orléans. 17 nov—17,21,25,28

NLLE ORLEANS, Lne, 10 Nov. 1888.
ETAT DE LA LOUISIANE vs. F. GUERLE.
Débiteur Délinquant pour Taxes, Premier District, paroisse d'Orléans.

EN VERTU de l'autorité dont je suis revêtu par la constitution et les lois de la Louisiane, je vendrai aux enchères publiques, au local de la saisie, sur les lieux ci après désignés, le MERCREDI, 28 novembre 1888, à 1.30 heure p. m. la propriété ci après décrite, pour sauver la perception de taxes maintenant dues à l'Etat de la Louisiane, assassées en l'année 1888 et pendant les années précédentes, avec les intérêts accrus depuis le 31 décembre de l'année pour laquelle les dites taxes ont été respectivement assessées jusqu'à complet paiement, ainsi que tous les frais, savoir :

Taxes pour l'année 1888	$15 00
Taxes pour l'année 1887	15 00

A savoir : sur les lieux, No 11, rue St Charles, 1er district.

1. Le contenu du rez de chaussée, du local No 11 rue St Charles, consistant en articles de toilette pour messieurs, lingerie pour hommes, etc., avec installation.

Au lieu fixé ci-dessus pour la vente, je vendrai telles parties de la propriété ci-dessus que me désignera le débiteur de taxes et dans le cas qu'il ne désignera pas une somme suffisante de propriété, je vendrai la plus faible partie de la dite propriété qui paraîtra nécessaire pour couvrir le montant des taxes, des intérêts et des frais de vente.

Conditions—Comptant sur les lieux en monnaie courante des Etats Unis.

C. HARRISON PARKER
Collecteur des Taxes d'Etat, Premier District, Paroisse d'Orléans. 17 nov—17 21 25 28

OFFICIEL.

Exposé annuel du Fonds de dépôt ses judiciaires de la Paroisse d'Orléans pendant l'année expirant le 31 décembre 1887.

DÉPARTEMENT DE L'ARGENT DE L'ETAT
de la Louisiane.

CONFORMÉMENT à la section 4 de l'Acte No 136 de l'Assemblée législative de l'Etat de la Louisiane approuvée le 10 avril 1880, je, SAMUEL DOUGLAS MCENERY, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane, et Oscar Arroyo, Secrétaire d'Etat, après avoir examiné et comparé les états financiers de la Cour susdite, soumis et requis par la loi pour la mise à exécution de ce susdit statute de l'Acte de 1855, de la Législature susdite et de l'Acte de 1855, de la Constitution de l'Etat, est par actuellement entre les mains de l'Auditeur de l'Etat, Auditeur Public et du Trésorier de l'Etat, ainsi que le montant des timbres vendus, le produit de la vente de la taxe sur les licences, et le montant qui leur est dû pour le compte des fonds de dépenses judiciaires de l'Etat nous sommes arrivés au résultat suivant : Les timbres judiciaires ont été vendus par ledit auditeur public et au Trésorier de l'Etat, et que nos certifions correct :

Montant des timbres judiciaires entre les mains de l'Auditeur des Comptes Publics, le 31 décembre 1886, d'après l'exposé déposé au secrétaire d'Etat, le 4 janvier 1887 ..... $270,000 00

Montant des timbres judiciaires retirés par le Trésorier d'Etat des mains de l'Auditeur des Comptes Publics pendant l'année échue le 31 décembre 1887, deux cent soixante-dix mille dollars, 00 cents 270,000 00

Montant des timbres judiciaires retirés par le Trésorier d'Etat, le 31 décembre 1887, d'après l'exposé enregistré au bureau du Secrétaire d'Etat, le dernier jour, savoir : quatre-vingt dix huit mille six cent vingt neuf dollars, 75 cents 98,629 75

Montant total des timbres judiciaires entre les mains de l'Auditeur des Comptes Publics pendant l'année échue le 31 décembre 1887, deux cent soixante-dix mille dollars, 00 cents 270,000 00

Montant des timbres judiciaires retirés par le Trésorier d'Etat pendant l'année échue le 31 décembre 1887, deux cent quatre-vingt dix huit mille six cent vingt neuf dollars, 75 cents 98,629 75

Montant judiciaire des timbres rendus par le Trésorier d'Etat, pendant l'année échue le 31 décembre 1887, quatre-vingt mille six cent soixante-cinq dollars 80,665 00

Balance des timbres judiciaires entre les mains du Trésorier d'Etat, le 31 décembre 1887, cent vingt-huit mille deux cent vingt-neuf dollars, 75 cents 128,629 75

Montant des warrants émis par l'Auditeur des Comptes Publics contre le fonds des Dépenses judiciaires pendant l'année échue le 31 décembre 1887, en paiement des réclamations susmentionnées, savoir :

Pour fournitures de bureaux distribuées aux différents officiers de la Paroisse d'Orléans, suivant l'état émanant droit en vertu de la loi No 132 de 1880, trois mille cent quatre-vingt-quatre dollars, et 19 cts. 3,184 19

Pour salaires et rémunérations dus aux différents officiers et employés de la paroisse d'Orléans, services tirés du dit fonds, cent mille deux cent quarante-un dollars, et 89 cents 100,241 89

Montant total des warrants émis par l'Auditeur des Comptes publics contre le Fonds des Dépenses Judiciaires durant l'année 1887 au 31 décembre 1887 inclusivement, sont trois mille quatre cent trente-six dollars, et 77 cents 103,426 77

En foi de quoi nous avons apposé nos signatures officielles, accompagnées du Sceau de l'Etat de la Louisiane en la ville de Baton Rouge, ce neuvième jour de janvier A. D. 1888.

S. D. McENERY,
Gouverneur de la Louisiane.
OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

W. G. Coyle & Cie,

CHARBON, COKE.

Pittsburg, Anthracite, Raymond, Cannel et Coke de Gas et Connelsville.

Les plaisanciers, fondeurs, fumistes et autres ont besoin d'un bon charbon pour obtenir de la vapeur suivant promptement approvisionnés au prix du marché.

Bureaux 47 rue Carondelet.

Chantiers : Sur la Levée, coin de la rue Roman. Les vapeurs—Ste-Ann, etc.

VENTES A L'ENCAN.

PAR J. V. GOURDAIN.

BONNE OCCASION !

Le cottage désirable et confortable situé dans le centre du deuxième district, No 218 rue St-Philippe, entre les rue Villeré et Robertson.

Vente sans limite.

PAR J. V. GOURDAIN, encanteur, bureau No 87 rue Bienville—SAMEDI, 24 novembre 1888, à midi, à la Bourse des Encanteurs, Nos. 72 et 74 rue St Charles, entre Commercial Place et la rue Gravier, et le Commercial Place, il sera vendu à la Porte de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division D, assignant à la vente définitive et finale, sans limite ni réserve, de tout le droit, titre et intérêt appartenant à Mme Marie Eloi Fleming, épouse de Jean Baptiste Fleming, de la dite ville, dans et à la propriété ci-après décrite, savoir :

Un lot de terre ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé et étant dans le deuxième district de cette ville, borné par les rues St-Philippe, Villeré, Dumaine et Robertson, faisant 9 rue du lot désigné par le No 3 de l'Esplanade, 146 pieds 1 pouce 2 lignes de face sur la rue St-Philippe, sur 120 pieds de profondeur entre lignes égales et parallèles.

Les améliorations comprennent un cottage double ; avec deux chambres de chaque côté, plancher à sablot, fondations en briques et cheminées ; ensemble avec tous les droits, privilèges et servitudes y attachés.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux en monnaie courante des Etats-Unis.

C. HARRISON PARKER
Collecteur des Taxes d'Etat, Premier District, paroisse d'Orléans. 17 nov—17,21,25,28

NLLE ORLEANS, Lne, 16 Nov. 1888.
ETAT DE LA LOUISIANE vs. BERNARD KING & Co.
Débiteur Délinquant pour Taxes, Premier District Paroisse d'Orléans.

EN VERTU de l'autorité dont je suis revêtu par la constitution et les lois de la Louisiane, je vendrai aux enchères publiques, au local de la saisie, sur les lieux ci après désignés, le MERCREDI, 28 novembre 1888, à 2:30 heures p. m. la propriété ci après décrite, pour sauver la perception de taxes maintenant dues à l'Etat de la Louisiane, assassées en l'année 1888 et pendant les années précédentes, avec les intérêts accrus depuis le 31 décembre de l'année pour laquelle les dites taxes ont été respectivement assessées jusqu'à complet paiement, ainsi que tous les frais, savoir :

Taxes pour l'année 1888	$142 50
Taxes pour l'année 1887	142 50
Taxes pour l'année 1886	142 50
Taxes pour l'année 1885	142 50
Taxes pour l'année 1884	71 25

A savoir : sur les lieux No 77 rue South Peters.

1. Le contenu du No 77 rue South Peters, situé rue South Peters, entre Decatur et Jackson, consistant en articles de toilette pour messieurs, lingerie pour hommes, articles de fantaisie, etc., etc.

Au pour être procédé à la vente ci-dessus, je vendrai telles parties de la propriété ci-dessus que me désignera le débiteur de taxes et dans le cas qu'il ne désignera pas une somme suffisante de propriété, je vendrai la plus faible partie de la dite propriété qui paraîtra nécessaire pour couvrir le montant des taxes, des intérêts et des frais de vente.

Conditions—Comptant sur les lieux en monnaie courante des Etats Unis.

C. HARRISON PARKER
Collecteur des Taxes d'Etat, Premier District, paroisse d'Orléans. 17 nov—17 21 25 28

VENTES A L'ENCAN.

PAR J. P. GUINAULT.

Magasin Bricque, sur l'avenue d'Hauteville, No 295, situé dans un charmant voisinage et une des plus belles résidences de l'Esplanade.

Vente de Syndic.

Dans l'affaire de Théodore Bricque, de la dite ville, syndic de ses créanciers—No 17,685.

PAR JAS. P. GUINAULT, Encanteur—Bureau, encoignure Bienville et Passage de la Bourse—SAMEDI, 22 décembre 1888, il sera vendu à midi, à la Bourse des Encanteurs, rue St. Charles Nos 72 et 74, en vertu d'un ordre de l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division E, en date du 12 novembre 1888, la propriété suivante, savoir—

Une certaine portion de terre située dans le Troisième District de cette ville, désignée par les Nos 4, 5, 6 et 7, dans l'Ile bornée par l'avenue Esplanade, le Chemin du Bayou, les rues Rochelaise et Dorgenois, laquelle portion de terre mesure 164 pieds 2 pouces 2 lignes de face à la rue de l'Esplanade, 146 pieds 1 pouce 2 lignes de face au Chemin du Bayou, sur une profondeur vers la rue Dorgenois de 167 pieds 5 pouces 6 lignes et 128 pieds 9 pouces 6 lignes sur la ligne opposée vers la rue Rochelaise.

Ensemble une magnifique et agréable résidence à étage, construite à distance de la rue, avec toutes les commodités voulues ; les corridores, salon, le fameux (sitting room), la salle à manger, les chambres à coucher sont installés et artistement décorés. La maison est parfaitement disposée, le gaz y étant introduit partout. Elle a double-hausse se compose d'une galerie sur le devant, derrière et sur le côté, vestibule, salon, fumoir, salle à manger, cuisine et office, garde-manger supérieur, vestibule cinq chambres à coucher, water-closets, toilette, chambres à domestiques, chambre à linge et lieux à l'anglaise, etc.

Le jardin est magnifiquement arrangé et planté d'une collection d'arbrisseaux, de fleurs, de bosquets arrangés en rapports, pêchers, etc. Aussi une fontaine dans le jardin avec aquarium, dans belle citerne, hydrante dans le cour et dans le jardin, une belle écurie bâtie dans le fond du terrain faisant face au Chemin du Bayou, cour briquetée, etc., etc.

Les édifices sont en parfait ordre ne requérant aucune réparation quelconque. La localité et la vicinage sont charmants. Les personnes désirant de faire de mauvais des plus confortables sont invitées à examiner la susdite propriété.

S'adresser à l'encanteur pour une carte de visite.

Le tout d'après le plan dressé par A. de Armas.

Conditions—Un tiers ou plus comptant à la délivrance de l'acquereur et la balance à un et deux ans de crédit en billets garantis par hypothèque portant 8 pour cent d'intérêt par an avec toutes les clauses pénales d'usage.

Le titre sera présenté par A. de Armas, notaire, et constiendra toutes les clauses ordinaires et nécessaires pour une vente régulière et légale.

Acte de vente passé aux frais de l'acquéreur, par-devant P. L. Fourchy, Esq., notaire public.

Pour plus amples renseignements s'adresser à l'encanteur.

27 oct—27 nov—3 10 17 24

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

J. H. Eouard vs Victor J. Déjan.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 24,036—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan public, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St Charles, entre la rue Gravier et Commercial place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 1er décembre 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Troisième District de cette ville, désigné par le numéro "Dix", mesurant vingt quatre pieds (24) de face à la rue Front, sur cent six pieds (106) de profondeur, entre lignes parallèles.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. BROWN,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
15 oct—15 22 29—nov 5 12 17

ANNONCE JUDICIAIRE.

Edward A. Colcord, Mme E. H. Barton et son mari E. H. Barton.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 25,144—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique à la Bourse d'Encan, Nos. 72 et 74 rue St Charles, entre la rue Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 1er décembre 1888, à midi de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Montant des timbres judiciaires retirés par le Trésorier d'Etat des mains de l'Auditeur des Comptes Publics, pendant l'année échue le 31 décembre 1887, deux cent soixante-dix mille dollars, 00 cents 270,000 00

Montant des timbres judiciaires retirés par le Trésorier d'Etat, le 31 décembre 1887, d'après l'exposé enregistré au bureau du Secrétaire d'Etat, le dernier jour, savoir : quatre-vingt dix huit mille six cent vingt neuf dollars, 75 cents 98,629 75

Montant total des timbres judiciaires entre les mains de l'Auditeur des Comptes Publics pendant l'année échue le 31 décembre 1887, deux cent soixante-dix mille dollars, 00 cents 270,000 00

Montant judiciaire des timbres rendus par le Trésorier d'Etat, pendant l'année échue le 31 décembre 1887, quatre-vingt mille six cent soixante-cinq dollars 80,665 00

Balance des timbres judiciaires entre les mains du Trésorier